



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTIFICES SPECTACLES ET COMPAGNIES

7 CHEMIN DE CARTIER
33124 Aillas

Références : 26-278
Code AIOT : 0005205254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement ARTIFICES SPECTACLES ET COMPAGNIES implanté 7 CHEMIN DE CARTIER 33124 Aillas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 7 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTIFICES SPECTACLES ET COMPAGNIES
- 7 CHEMIN DE CARTIER 33124 Aillas
- Code AIOT : 0005205254

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Artifices Spectacles et Cie exploite des installations de stockage et de montage de produits pyrotechniques situées sur le territoire de la commune d'AILLAS (33 690) « lieu-dit Cartier ». Le site comporte :

- 5 bâtiments de stockage ;
- 5 bâtiments de montage de feux ;
- 1 bâtiment dédié au stockage des retours de feux ;
- un quai de chargement/déchargement ;
- une aire de destruction des déchets ;
- un bâtiment de stockage d'outillages et d'accessoires pour le tir des feux.

La société emploie 4 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ 520 000 euros par an, pour un volume de produits d'environ 14 tonnes.

La société est livrée en octobre de l'année n pour préparer les feux d'artifices de l'année n+1. Ainsi, la préparation des feux (picking et mise en liaison notamment) sont réalisées sur 8 mois (entre octobre et juin) par le seul personnel permanent, et non sur quelques semaines en mai-juin avec le concours de personnel intérimaire.

Cette organisation nécessite des capacités de stockage plus importantes, si bien que les quantités de produits entreposés dans les dépôts sont proches du timbrage une grande partie de l'année. Ce choix présente toutefois un intérêt certain en matière de sécurité, car il permet de lisser la charge de travail sur huit mois et ainsi d'éviter le pic d'activité (montage, mise en liaison) très important traditionnellement observé en mai-juin, générateur de risques supplémentaires liés aux contraintes temporelles et à l'emploi de personnel intérimaire.

Pour le tir des feux, la société fait appel à des artificiers intérimaires qui acheminent les artifices sur les lieux de tirs et mettent en œuvre les feux d'artifices. Environ 20 d'entre eux sont regroupés au sein d'une société « ASC Asso ». Les autres, environ une trentaine, sont embauchés en tant qu'intermittents à la haute saison.

Cet établissement est régi au titre des installations classées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005 modifié et par l'APC du 26 avril 2018. L'établissement est classé SEVESO seuil bas

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne –	Code de l'environnement du 01/04/2025,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	interne – existence	du 01/04/2025, article L 515-41			
2	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
3	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
11	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Responsable échanges avec l'administration	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		e)		
9	Interface service externe	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Mesures d'atténuation hors site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Mesures post accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/07/2025. Ce dernier peut être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2025, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p> <p>L'exploitant tient à jour ce plan.</p>
Constats :

Demandes de l'inspection précédente :

- L'exploitant ajoute l'ensemble des zones d'effets de tous les phénomènes dangereux de son étude de dangers dans son POI.
- L'exploitant ajoute la fiche réflexe "feu de broussaille" à son POI.
- L'exploitant propose un schéma d'alarme pour le scénario explosion également.

Constats du jour :

Par lettre du 16/03/2026, l'exploitant a transmis la nouvelle version de son POI (indice B en date du 14/11/2025), mais qui n'est cependant pas officiellement validé.

L'exploitant a ajouté l'ensemble des zones d'effets de tous les phénomènes dangereux de son étude de dangers dans son POI (en page 25), a ajouté la fiche réflexe "feu de broussaille", et a inclus un schéma d'alarme pour le scénario d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sa nouvelle version du POI dès qu'elle est validée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constats :

Demande de l'inspection précédente :

L'exploitant réalise un exercice POI et transmet le compte rendu de cet exercice à l'inspection des installations classées.

<p>Constats du jour :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice POI le 5 mars 2026 selon ses dires. Le compte-rendu n'a pas encore été envoyé par le SDIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, le compte rendu de l'exercice POI ainsi que le plan d'action des éventuelles améliorations à apporter suite à ce retour d'expérience.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Demandes de l'inspection précédente :</p> <p>-L'exploitant met en place un plan de formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident, ainsi qu'une traçabilité de l'apprentissage de la mise en oeuvre des moyens d'extinction.</p> <p>-L'exploitant supprime la référence à la fonction "intervention" en page 43 de son POI car celle-ci traite de l'action des sapeurs-pompiers.</p> <p>Constats du jour :</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation de formation (en date du 03/03/2026) de ses personnels</p>

amenés à jouer un rôle dans la cadre du POI. Il a également fourni les attestations de formation (en date du 30/04/2025) de tous les salariés (selon l'exploitant) travaillant sur le site.
L'exploitant n'a pas supprimé la référence à la fonction "intervention" en page 36 de son POI. La demande est renouvelée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant supprime la référence à la fonction "intervention" en page 36 de son POI car celle-ci traite de l'action des sapeurs-pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Demande de l'inspection précédente :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation robuste permettant de garantir la disponibilité à tout moment des personnels ayant un rôle à jouer dans le POI.</p> <p>Ce point fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 07/07/2025.</p> <p>Constat du jour :</p>

L'exploitant a complété son POI en insérant en annexe 3 un tableau de suppléance des fonctions du POI en cas d'absence du titulaire. Il a de plus mis en place un téléphone d'astreinte dont le numéro est indiqué sur une étiquette à l'entrée du site.

L'IIC a interrogé la secrétaire qui pourrait, en l'absence du directeur, jouer le rôle du DOI. Elle connaissait les missions du DOI qu'elle serait amenée à prendre (accueil des secours, localisation des données sur les stocks, communication et appel vers les administrations,...). Cette réponse est considérée comme adaptée par l'IIC.

Il est à noter qu'en l'absence du directeur et de son adjoint, elle cumulerait également cette fonction de DOI avec les fonctions "logistique" et "observation". L'exploitant estime que cela ne poserait pas de difficultés dans la mesure où le rôle du DOI sur son site est avant tout d'accueillir les secours, de les informer sur les stocks (un état des stocks est imprimé régulièrement et disponible dans la salle POI), puis de les laisser opérer.

En conséquence, l'IIC considère que les dispositions de l'APMD du 07/07/2025 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclenchement des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

Constats :

Demande de l'inspection précédente :

L'exploitant précise qui est le salarié devant prendre les fonctions observation et logistique du POI.

Constat du jour :

L'exploitant a précisé qui était le salarié en question, à savoir le responsable production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Responsable échanges avec l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection précédente : L'exploitant enlève la mention au PPI dans son POI.</p> <p>Constat du jour : L'exploitant a corrigé son POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stratégie d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Demandes de l'inspection précédente : L'exploitant positionne les zones de regroupement du personnel sur le plan de son POI et les matérialisent sur son site. L'exploitant pourrait utilement intégrer une manche à air sur son site afin que l'indication de la</p>

direction du vent soit prise en compte pour le placement des équipes sur le terrain et l'information aux équipes extérieures.

Constat du jour :

L'exploitant a positionné les zones de regroupement du personnel sur le plan de son POI et l'IIC a constaté la matérialisation sur le site.

Il a par ailleurs installé une manche à air au niveau de son portail d'entrée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

Constats :

Demandes de l'inspection précédente :

Un logigramme d'alerte ou document équivalent pourrait utilement être disponible dans le local du secrétariat ou de la salle POI (ou autre lieu d'où doit partir l'alerte).

L'exploitant met à jour les numéros des structures suivantes : l'astreinte DREAL et la préfecture

L'exploitant veille à ce que tout déclenchement du Plan d'Organisation Interne (POI) soit immédiatement perceptible par l'ensemble des personnes présentes sur le site, grâce à un dispositif d'alerte sonore efficace et audible en tout point. Il évalue les systèmes existants et propose à l'inspection une solution renforçant la sécurité et garantissant une réaction rapide et coordonnée en cas d'urgence.

Constat du jour :

L'exploitant a installé les logigrammes d'alerte dans le local POI.

Il a mis à jour les numéros DREAL et préfecture. Il a installé une sirène (testée au jour de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Interface service externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant forme les salariés amenés à jouer un rôle lors du déclenchement du POI <p>Constat de l'inspection du jour :</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation de formation (en date du 03/03/2026) de ses personnels amenés à jouer un rôle au sein du POI</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures d'atténuation hors site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée :

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection précédente : L'exploitant détaille les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>Constat du jour : L'exploitant a indiqué en page 42 de son POI que ses réserves d'eau permettront aux pompiers de se raccorder et d'intervenir au besoin sur les installations du site ou sur une éventuelle propagation en dehors du site. De plus, l'ensemble du site est régulièrement entretenu afin qu'un incendie ne puisse se propager à la végétation extérieure.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point i)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection précédente : L'exploitant intègre les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux dans son POI avant le 1er janvier 2026.</p> <p>Constat du jour :</p>

<p>L'exploitant a contractualisé en date du 23/03/2026 avec SOCOTEC. Le contrat porte sur la mise en place d'une astreinte pour les premiers prélèvements environnementaux sur 5 ans.</p> <p>Il reste à préciser ce qu'il convient de rechercher et dans quels milieux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit préciser dans son plan d'opération interne les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. A défaut de transmission de ces éléments, il sera proposé une mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Mesures post accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Demande de l'inspection précédente : L'exploitant intègre les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Constat du jour : Le POI identifie la société LAULAN qui interviendrait pour nettoyer les dégâts suite à accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir corrigé les erreurs présentes dans son état des stocks à l'époque. L'IIC n'a pas réalisé une nouvelle vérification au jour de l'inspection étant donné que les erreurs initiales étaient peu dimensionnantes en termes d'effets dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite